DLA DÉPARTEMENTAL GUADELOUPE 2015

ÉVALUATION D'IMPACT DU DISPOSITIF DLA DÉPARTEMENTAL GUADELOUPE

Etude réalisée par le DLA Départemental Guadeloupe, à partir d'une enquête menée auprès de 14 structures accompagnées par le DLA



décembre 2015



L'INTERVENTION

DU DLA GUADELOUPE ÎLES DU NORD

RAPPEL DU CONTEXTE ET DE LA MÉTHODE

Le DLA (Dispositif Local d'Accompagnement) est un dispositif d'appui et de conseils aux structures employeuses qui développent des activités d'utilité sociale (associations, coopératives, structures d'insertion par l'activité économique). Son objectif est de permettre la consolidation de l'emploi des structures accompagnées dans de bonnes conditions, en les aidant à prendre en compte ou à agir sur différents aspects tels que le modèle économique, l'assise financière, la fonction employeur, la gouvernance ou l'ancrage territorial par exemple. Répartis sur tout le territoire, des chargés de mission DLA réalisent un diagnostic de ces structures et leur proposent des prestations de conseils adaptées à leurs besoins dans le cadre d'un plan d'accompagnement. Chaque année, le DLA départemental est chargé de faire remonter ses données concernant les associations accompagnées à l'AVISE au niveau national, afin que celle-ci puisse compiler l'ensemble des données et dresser une étude d'impact annuelle. Cette année, en 2015, le DLA départemental Guadeloupe souhaite réaliser sa propre étude d'impact locale. C'est une première expérimentation, qui donnera lieu à une évaluation externalisée (par le DLA Régional ou par un autre évaluateur externe) les années suivantes.

Méthodologie:

Un questionnaire visant à mesurer l'impact de l'action DLA est proposé à un échantillon de structures. Il comporte quatre séries d'indicateurs :

- Des indicateurs d'évolution de l'emploi dans les structures accompagnées
- Des indicateurs d'ancrage local et de gouvernance
- Des indicateurs sur les outils de gestion et leur qualité
- Des indicateurs sur la santé économique et financière de l'association La grille de questions constituée à partir de ces indicateurs est renseignée par chaque DLA, à partir d'un recueil d'informations systématique sur une même association, à deux dates espacées d'une période de deux années (d'abord au moment du diagnostic réalisé par le DLA, puis au moment du suivi, après la mise en œuvre de l'accompagnement prescrit par le DLA).

Il s'agit des structures diagnostiquées en N-2 (2013) et ayant bénéficié d'une ingénierie en 2013 / premier semestre 2014. Les données utilisées sont donc celles de 2012 pour l'année N-2, et celles de 2014 pour l'année N.

24 structures appartenaient aux critères de sélection1, et un échantillon de 14 d'entre elles a été constitué, soit 58%.

Les structures de l'échantillon sont majoritairement des associations. Sur les 14 structures, 12 sont des associations, et deux des structures commerciales, du secteur des Services à la Personne (secteur désigné comme prioritaire par les pilotes locaux, et incluant donc les structures commerciales).

Les structures sont plutôt de taille petite à moyenne : les structures de 2 à 19 salariés représentent en effet plus de la moitié de l'échantillon.













BGE GUADELOUPE ÎLES DU NORD ÉVALUATION D'IMPACT DU DISPOSITIF DLA DÉPARTEMENTAL GUADELOUPE 2015

SOMMAIRE

PROFIL DES STRUCTURES DE L'ÉCHANTILLON ACCOMPAGNÉES PAR LE DLA	
MESURE DE L'EFFICACITÉ DU DLA À PARTIR DE L'ÉVOLUTION DES GRANDS INDICATEURS	7
LA QUALITÉ DE L'EMPLOI	8
UN ÉLARGISSEMENT DES PARTENARIATS	
UN PROJET ASSOCIATIF MIEUX PRIS EN COMPTE	
UNE PROGRESSION DU NOMBRE DE STRUCTURES UTILISANT DES OUTILS DE GESTION ET DE PRÉVISION	9
LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES STRUCTURES DE L'ÉCHANTILLON	,
SYNTHÈSE	10

EVALUATION DE LA PLUS-VALUE DU DISPOSITIF SUR LES STRUCTURES BENEFICIAIRES ET SUR L'EMPLOI GUADELOUPEEN

PROFIL DES STRUCTURES DE L'ÉCHANTILLON ACCOMPAGNÉES PAR LE DLA

Il s'agit des structures diagnostiquées en N-2 (2013) et ayant bénéficié d'une ingénierie en 2013 / premier semestre 2014. Les données utilisées sont donc celles de 2012 pour l'année N-2, et celles de 2014 pour l'année N.

Nombre de salariés	Nombre de structures	%	
1 salarié	0	0%	
2 à 4 salariés	3	21%	
5 à 9 salariés	1	8%	
10 à 19 salariés	5	36%	
20 à 49 salariés	3	21%	
50 salariés et plus	2	14%	
Total	14	100%	

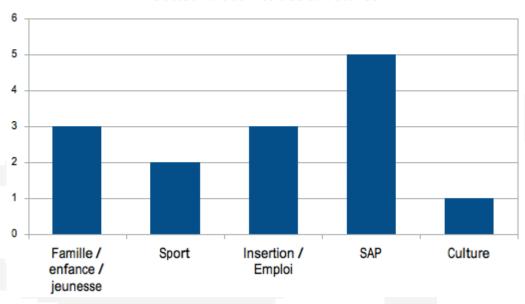
24 structures appartenaient aux critères de sélection1, et un échantillon de 14 d'entre elles a été constitué, soit 58%.

Les structures de l'échantillon sont majoritairement des associations. Sur les 14 structures, 12 sont des associations, et deux des structures commerciales, du secteur des Services à la Personne (secteur désigné comme prioritaire par les pilotes locaux, et incluant donc les structures commerciales).

Les structures sont plutôt de taille petite à moyenne : les structures de 2 à 19 salariés représentent en effet plus de la moitié de l'échantillon.

Concernant le secteur d'activité de ces structures, le secteur des SAP est le plus représenté, suivi par celui de l'insertion / emploi et de la famille / enfance / jeunesse. Les deux premiers secteurs présents sont en effet les deux secteurs identifiés comme prioritaires par les pilotes du DLA Départemental Guadeloupe. Les structures n'employant aucun salarié en N et en N-2 ne font pas partie de l'échantillon

Secteur d'activité des structures















MESURE DE L'EFFICACITÉ DU DLA À PARTIR DE L'ÉVOLUTION DES GRANDS INDICATEURS

Le nombre d'emploi a.

	2012	2014	Evolution en %
Nombre d'emploi	400	429	+7%
Nombre d'ETP	255,65	301,96	+18%
Nombre de contrat aidé (hors IAE)	192	94	-51%
Nombre deCDI	152	167	10%

Evolution de l'emploi entre 2012 et 2014, des structures accompagnées

Nous pouvons constater que le nombre d'emplois des structures de l'échantillon augmente de 7 % entre l'année de l'accompagnement et la phase de suivi. Le nombre d'ETP augmente lui de 18 %. Il est également intéressant de constater que le nombre de contrats aidés diminue (suivant la tendance constatée dans une étude du service statistique de la DIECCTE) de moitié, et que le nombre de contrats en CDI augmente de 10 %. Structures Structures

	salariés	connu une baissede	lesquelles l'emploiest restéstable	connu une progression de l'emploi
	1 salarié	0	0	0
1	2 à 4 salariés	2	0	1
9	5 à 9 salariés	1	0	0
	10 à 19 salariés	1	0	4
	20 à 49 salariés	0	1	2
	50 salariés et plus	1	0	1
	Ensemble	5	1	8

Structures ayant

dans

ayant

Nombre de structures selon la progression de leur emploi :

Plus de la moitié des structures ont vu leur emploi progresser en deux années. La moitié de celles-ci sont des structures moyennes. Les petites structures (moins de 10 salariés) ont plus eu tendance à voir leur emploi diminuer.

Différentiel net entre créations et pertes d'emploi

Nombre de salariés	Structures ayant connu une baisse de l'emploi	Structures dans lesquelles l'emploiest resté stable	Structures ayant connu une progression de l'emploi	Nombre total de structures	Nombre de salariés en plus	Nombre de salariés en moins	Différentiel
1 salarié	0	0	0	0	0	0	0
2 à 4 salariés	2	0	1	3	15	-2	13
5 à 9 salariés	1	0	0	1	0	-5	-5
10 à 19 salariés	1	0	4	5	16	-3	13
20 à 49 salariés	0	1	2	3	87	0	87
50 salariés et plus	1	0	1	2	11	-90	-79
Ensemble	5	1	8	14	129	-100	29

b. La progression des ETP

L'évolution du nombre d'emplois salariés est un indicateur important, mais il convient d'y ajouter l'indicateur des ETP : en effet, de par la grande majorité de contrats à temps partiels, le nombre d'ETP offrira une vision plus réaliste en terme de volume d'emploi salarié.

Evolution des ETP par taille des structures

Répartition des structures en nombre d'ETP	Structures ayant connu une baisse d'ETP	Structures ayant connuune progression desETP
Moinsde2ETP	0	2
2à4ETP	1	1
5à9ETP	1	1
10 à 19 ETP	1	4
20 à 49 ETP	0	1
50ETPetplus	1	1
Ensemble	4	10

Nous pouvons constater que 10 structures sur 14 ont vues leurs nombre d'ETP progresser. Comme pour le nombre d'emploi, la progression est plus importante dans les moyennes structures (de 10 à 19 salariés).

A noter que la moyenne d'ETP en 2012 est de 18,26. Elle augmente à 21,56 ETP en moyenne en 2014, au sein de l'échantillon.

LA QUALITÉ DE L'EMPLOI`

Le taux d'occupation des salariés de l'échantillon2 en 2012, est de 64 %. Deux ans après ce taux passe à 70 %.

La part des CDI quant à elle progresse entre 2012 et 2014 : on passe de 152 à 167 CDI, soit une augmentation de 10 %.

Le nombre d'emplois aidés (hors IAE) connaît une spectaculaire baisse de - 51 %. Ce taux est à mettre en corrélation avec le taux relevé dans le bilan 2014 de la DIECCTE Guadeloupe3, qui constate une baisse de 11 % des contrats de type « aidés ». Le taux d'emploi aidé 4 est de 48 % en 2012, et passe à 22 % en 2014, pour les structures de l'échantillon.

Ainsi nous pouvons constater que, l'accompagnement DLA a participé au fait que les structures de l'échantillon ont vu leur taux d'occupation des salariés augmenter, la part des contrats CDI augmenter, et enfin, ont connu une baisse des recours aux contrats aidés.

UN ÉLARGISSEMENT DES PARTENARIATS

Le nombre de partenaires publics financeurs des structures de l'échantillon progresse de 13 % entre 2012 et 2014.

Le nombre de structures qui ont signées une ou plusieurs conventions pluriannuelles a explosé en deux ans : on passe en effet de 7 conventions signées en 2012 à 26 en 2014, soit 271 % d'augmentation.

Le nombre de partenaires privés (entreprises, fondations... connaît une augmentation de 56 %, passant de 18 en 2012 à 28 en 2014.

UN PROJET ASSOCIATIF MIEUX PRIS EN COMPTE

En 2012, 3 structures déclaraient ne pas mettre à jour leur projet associatif, elles ne sont plus que deux en 2014. De plus, 2 déclarent le mettre à jour souvent et régulièrement, alors que ce n'était pas le cas en 2012.

Concernant le fonctionnement des instances, alors qu'en 2012, 7 structures déclaraient que le fonctionnement était « bon », elles sont maintenant 11 à faire ce constat suite à l'accompagnement, soit 57 % d'augmentation.













UNE PROGRESSION DU NOMBRE DE STRUCTURES UTILISANT DES OUTILS DE GESTION ET DE PRÉVISION

Le DLA a, entre autre, participé à la mise en place de comptabilités fiables et d'outils de gestion permettant le pilotage de la structure et l'amélioration de la qualité des outils existants :

- En effet, le nombre de structures utilisant une comptabilité d'engagement est passé de 3 à 6, soit une augmentation de 100 %. Également, la fiabilité de la comptabilité s'est accrue puisque en 2014, 13 structures sur 14 qualifient leur comptabilité de « bien » contre seulement 5 en 2012 (évolution positive de 160%).
- Le nombre de structures utilisant des tableaux de bord a également augmentée de 160 % : 5 structures en utilisaient en 2012, contre 13 en 2014.
- 64 % des structures de l'échantillon utilisent en 2014 la comptabilité analytique, contre 21 % en 2012. Cet outil leur permet de déterminer le coût exact de chaque activité.
- Également 64 % des structures ont mis en place l'outil de prévisionnel de trésorerie en 2014, contre 14 % en 2012.
- Concernant le budget prévisionnel, 100 % des structures l'utilisent en 2014, contre 71 % en 2012. Sa qualité va aussi en s'améliorant puisque 93 % des structures trouvent qu'il est « bon » contre 29 % en 2012.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DES STRUCTURES DE L'ÉCHANTILLON5

Pour cette partie, nous n'avons pu utiliser les données que de 11 structures sur 14, pour établir un comparatif des deux années, car les 3 structures manquantes n'ont pas pu nous fournir leurs comptes 2014 : soit parce qu'elles n'en disposaient pas encore, soit car elles se montraient réticentes. Le premier constat effectué est que les structures ayant une bonne situation financière passent de 18 % en 2012 à 36 % en 2014.

Également, on peut constater que les deux seules structures ayant une situation financière dégradée en 2012 (note de 5), voient leur situation s'améliorer en 2014.

Globalement, 64 % des structures de l'échantillon ont connu une amélioration de leur situation économique et financière, pour 18 % d'entre elles, la situation est restée stable, et pour les 18 % restantes, la situation s'est aggravée (sans toutefois arriver à une situation dégradée).

Structures ayant connuune baisse de leur note	Structures dans lesquelles la note est restée stable	Structures ayant connuune progression de leur note
2	2	7
18 %	18 %	64 %

La situation économique et financière est appréciée à partir d'une note générale : celle-ci, comprise entre 1 (bonne situation) et 5 (situation dégradée), est calculée d'après des notes attribuées aux principaux ratios d'analyse financière (rentabilité d'exploitation, niveau de fonds propres...). L'évolution de cette note permet de vérifier si la situation économique et financière générale s'améliore ou se dégrade.

SYNTHÈSE

Cette première étude d'impact locale permet de constater que pour l'ensemble des structures de l'échantillon, le DLA a participé à la consolidation et à une meilleure qualité des emplois, à l'amélioration du fonctionnement général (autant au niveau du projet qu'au niveau des instances), ainsi qu'à la mise en place d'outils de gestion.

<u>Séries</u>	Indicateurs	2012	2014	Evolution
Emploi	Nombre d'emplois salariés	400	429	+7%
SUBOR	Volume <u>d'emploi</u> ETP	255,65	301,96	+18%
Ovalité de dismulai	Taux d'occupation des salariés	64 %	70%	+6%
Qualité de d'emploi	Taux de CDI	38 %	39 %	+1%
	Taux d'emplois aidés	48 %	22 %	-26,00%
Ancrage territorial et	Nombre de partenaires publics	30	34	+13 %
patterianata	Nombre de partenaires privés	18	28	+56 %
<u>Financière</u>	Note générale de situation économique et financière	18 % de « bonne situation » et 18 % de « situation dégradée »	36 % de « bonne situation » et 0 % de « situation dégradée »	+36 %













Un réseau au cœur de la Guadeloupe



133 Rue Maurice Flory - Nérée Lotissement Dothémare 97139 Les Abymes

T: 05 90 48 00 70 **F**: 05 90 48 01 51 Retrouvez-nous sur:



